

DÉBATS - BANQUES / FINANCE / ASSURANCE

CHRONIQUE

Jézabel Couppey-Soubeyran Economiste

Jézabel Couppey-Soubeyran : « Emettons de la monnaie sans dette pour financer les investissements non rentables de la transition écologique »

Les sources classiques de financement ne permettent pas d'assurer les nombreuses nécessaires à l'adaptation de nos sociétés au changement climatique. L'économiste propose, dans sa chronique, d'innover par un nouveau mode de création monétaire.

Publié le 28 octobre 2023 à 08h00 | Lecture 3 min.

Offrir l'article Article réservé aux abonnés

Qu'y a-t-il de commun entre la désartificialisation des sols, la dépollution des eaux, la collecte des déchets océaniques, la création de réserves de biodiversité, le rétablissement de petites lignes de chemin de fer, les aides à apporter pour que tous les ménages accèdent à la transition, etc. ? Ce sont autant de postes de dépenses nécessaires à une transition écologique juste, mais dépourvues de retour financier, ce qui les rend impossibles ou presque à financer par des fonds privés. A petite échelle, on trouvera bien des formes innovantes de finance participative ou de mécénat, mobilisant des financeurs privés plus soucieux de l'impact écologique et social de leur argent que de rentabilité financière. Mais, à grande échelle, de telles dépenses exigent beaucoup de fonds publics.

Etrangement, les estimations disponibles des besoins de financement de la transition font peu de cas de la part de ces dépenses non rentables, et pourtant nécessaires à une transition non tronquée. Or cette part est a priori massive. L'un des rares chiffres émane du cabinet McKinsey & Company, qui avait estimé dans un rapport de 2021 que la moitié, en moyenne, des 1 000 milliards d'investissements annuels (pendant au moins sept ans) nécessaires en Europe pour atteindre la neutralité carbone « ne présentaient pas de perspectives de rentabilité suffisante pour les investisseurs privés ». Même si ledit rapport visait surtout à obtenir un assouplissement du cadre réglementaire et des aides publiques pour « viabiliser » les investissements privés, il démontre de fait que la transition écologique n'aura pas lieu sans mobiliser une grande part de fonds publics !

Mais les sources classiques du financement public n'y suffiront pas non plus. La dette exige un retour financier pour être remboursée : l'augmentation de la dette publique, fût-elle possible, ne financera donc pas du non-rentable sans se heurter à un problème de soutenabilité. Quant à l'impôt, son augmentation n'exige pas seulement d'en finir avec la course au moins-disant fiscal, mais de continuer à faire croître l'économie au détriment des limites planétaires. C'est donc vers une forme nouvelle de création monétaire, sans dette, qu'il faut se tourner pour financer l'indispensable non rentable.

Lire aussi la tribune : Transition écologique : « Pour un Bretton Woods de la monnaie carbone »

Notre système monétaire et financier repose sur l'institution maîtresse de la monnaie-dette, créée et mise en circulation par les banques lorsqu'elles octroient des crédits (on dit que « les crédits font les dépôts ») sous l'égide de la banque centrale. Or un mode d'émission encadré dans le marché de la dette réserve la création monétaire aux activités financièrement rentables. A sa création par les banques comme dans les échanges dont elle fait l'objet sur les marchés financiers, la monnaie-dette, pilier du capitalisme, va à l'argent pour faire de l'argent. Cela exclut du bénéfice de la création monétaire et de ces échanges tous les investissements socialement ou environnementalement indispensables, mais qui ne s'avèrent pas rentables d'un point de vue financier.

L'institution doit changer

Or le mode d'émission de la monnaie n'est pas gravé dans le marbre, l'histoire longue de la monnaie témoigne de sa malléabilité, qui épouse les besoins de la société. Si l'on convient que le projet sociétal ne devrait plus être l'accumulation à tout-va, mais la satisfaction de nos besoins en respectant les limites planétaires et la dignité humaine, alors l'institution monétaire doit changer.

Pour financer la part non rentable des investissements de transition et, au-delà de la transition, pour rendre possible la réalisation d'objectifs collectifs sous les signes du non-marchand, du social et de l'écologie, un mode complémentaire d'émission monétaire, sans dette, est nécessaire et possible. Techniquement, rien n'empêcherait la banque centrale d'émettre de la monnaie légale sans dette ni achat de titres, simplement en l'inscrivant sur le compte d'une société financière publique.

Lire aussi la tribune : « Pour financer la transition écologique, des économistes prônent l'injection de monnaie : cela aurait de lourdes conséquences »

Celle-ci la mettrait en circulation non pas en la prêtant mais en l'allouant sous forme de subventions (c'est-à-dire sans contrepartie financière, mais sous condition de réalisations d'objectifs de développement durable) à des projets d'investissements sélectionnés en fonction de leur impact sur l'environnement ou le tissu social et de leur profil de (non-) rentabilité financière. Et ce quel que soit le statut du porteur de projet (entreprise de l'économie sociale et solidaire, PME, associations, ménages, office HLM, collectivités locales, hôpitaux, universités, etc.).

Prélever et détruire

L'incidence sur le bilan de la banque centrale serait proche de celle d'une annulation des dettes publiques détenues par l'Eurosystème, comme l'expliquent Nicolas Dufrenoy dans La Dette au XXIe siècle. Comment s'en libérer (Odile Jacob, 336 pages, 26,90 euros) et Matthieu Pigasse (actionnaire à titre individuel du Monde) dans La Lumière du chaos (Editions de l'Observatoire, 280 pages, 20 euros). A la différence toutefois d'une opération ponctuelle d'annulation, le financement monétaire sans dette, que ces deux auteurs défendent aussi, serait une solution plus pérenne. La perte en résultant ne serait pas grave pour la banque centrale, pas plus que celle qu'elle accuse déjà actuellement en versant aux banques des intérêts sur leurs réserves, et serait assurément plus légitime, car au service du bien commun.

Lire aussi la tribune : « La transition écologique n'est pas la bombe atomique »

Faut-il craindre que cela soit inflationniste ? A la différence de la monnaie-dette qui s'autodétruit au moment de son remboursement à l'institution émettrice, la monnaie émise sans dette ne s'autodétruirait pas (elle serait permanente). Assurément, il faudrait donc prévoir des instruments permettant, quand cela est nécessaire, de la prélever (avec par exemple des taxes sur les rejets polluants et les prélèvements de ressources minérales, sur les stocks monétaires et les transactions financières) et de la détruire (par des exigences de réserves obligatoires, des restitutions de monnaie à la banque centrale, etc.) pour, précisément, éviter un excès de monnaie disponible.

Les solutions existent, la volonté politique pas encore !

Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences en économie à l'université Paris-1 et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

Jézabel Couppey-Soubeyran (Economiste)

Contribuer

Nos lecteurs ont lu ensuite

« Pour financer la transition écologique, des économistes prônent l'injection de monnaie : cela aurait de lourdes conséquences »

TRIBUNE. L'émission monétaire massive lors de la seconde guerre mondiale a conduit à une inflation aux effets délétrés, rappellent l'historien Patrice Baubeau et l'économiste David Le Bris, dans une tribune au « Monde », alertant sur les risques qu'encourent nos économies actuelles.

Transition écologique : « Pour un Bretton Woods de la monnaie carbone »

TRIBUNE. Six économistes proposent, dans une tribune au « Monde », d'instituer une monnaie parallèle dont le mécanisme simple permettrait d'inciter consommateurs et entreprises à « décarboner ».

Procès Dupond-Moretti : qu'est-ce que la Cour de justice de la République ?

Mi-judiciaire mi-politique, cette instance est la seule compétente pour juger les crimes et délits commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions. Le garde des sceaux y est jugé à partir de lundi pour « prise illégale d'intérêts ».

Procès Dupond-Moretti : le garde des sceaux déclare vouloir se défendre contre « une infamie »

La première ministre, Elisabeth Borne, a renouvelé, dans la matinée, sa confiance à Eric Dupond-Moretti, plaidant pour qu'il reste en fonctions le temps de son procès devant la Cour de justice de la République.

Patrick Artus : « Pour financer la transition énergétique, les entreprises vont devoir réduire la rémunération de leurs actionnaires »

CHRONIQUE. Les objectifs environnementaux de la France ne pourront être financés que par un transfert des revenus des plus riches vers l'État, vers l'épargne et vers les entreprises qui investissent dans la transition écologique, affirme l'économiste dans sa chronique.

Prix du carburant : « Une « fiscalité élastique » contribuerait à lutter contre l'inflation et les phases de ralentissements économiques »

TRIBUNE. Les deux économistes Patrice Geoffron et Quentin Perrier proposent, dans une tribune au « Monde », de faire varier les taux de la fiscalité de façon inverse au prix du carburant, afin d'aider les plus modestes en période de hausse et inciter à la sobriété en période de baisse

COP28 : « A l'heure actuelle, chaque compagnie pétrolière retient sa propre définition de la neutralité carbone »

TRIBUNE. A l'initiative de l'Association des journalistes de l'environnement et de l'Association des journalistes de l'énergie, et en vue de la COP28, qui se tiendra du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, un collectif de personnalités appelle, dans une tribune au « Monde », à la mise en place d'un cadre international pour pousser l'industrie pétrolière à être transparente sur ses objectifs climatiques.

Laurence Scialom : « La finance peut-elle vraiment être durable ? »

TRIBUNE. Seul l'établissement de normes dites « de double matérialité » permettra de procéder à un véritable basculement de l'industrie financière en faveur de la transition, explique l'économiste, dans une tribune au « Monde ».

En Grèce, le ministre de l'économie se félicite du redressement de son pays

Kostis Hatziidakis estime que ses concitoyens ont su tirer les leçons de la crise qui a secoué le pays au début des années 2010, même si la reconstruction sera lente. L'une de ses priorités : réduire l'évasion fiscale.

Les fantômes de la Gauche prolétarienne, cinquante ans après sa disparition

Le 1er novembre 1973, les dirigeants de la GP, l'une des principales organisations gauchistes de France, créée en 1968, décident de saborder leur propre mouvement pour éviter de tomber dans le terrorisme. Une étonnante réunion organisée à Versailles, l'« AG des chrysanthèmes », marque la fin de leur ambition révolutionnaire.

Procès d'Eric Dupond-Moretti : François Molins et le parquet général ébranlent la défense du ministre de la justice

Rémy Heitz, le procureur général près la Cour de cassation, et son prédécesseur, François Molins, ont vivement remis en cause, jeudi, la version de proches du garde des sceaux. Un tournant dans le procès de la Cour de justice de la République.

« Le projet Normandy Memory est un non-sens pédagogique »

TRIBUNE. L'invasion des émotions comme seule forme d'apprentissage est une régression, déplore Christophe Prochasson, directeur d'études de l'EHESS, qui, dans une tribune au « Monde », conteste vivement le projet de spectacle « immersif » sur le Débarquement.

Les animaux, nouveaux sujets politiques

De l'animal-machine de Descartes aux « animal studies » structurées au début des années 2000, le regard des sciences sociales sur les animaux a changé. Ils ne sont plus considérés comme des objets dépourvus de conscience mais comme des « êtres vivants doués de sensibilité », capables même de résistance.

Nicolas Sarkozy se voit en DRH chez Hachette

Muriel Beyer, directrice générale adjointe d'Humensis, a refusé la direction de Grasset (Hachette) proposée par Nicolas Sarkozy, ce que ce dernier ne confirme pas.

Marche contre l'antisémitisme : « Nous ne défilons pas à côté du RN », assurent le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ; une partie de la gauche appelle à une « cordon rouge »

La venue du Rassemblement national à cette marche à l'appel de Yaël Braun-Pivet et de Gérard Larcher suscite des remous dans la majorité et à gauche.

Le mystérieux « voyage privé » de Christophe Castaner en Chine

L'ancien ministre de l'Intérieur, proche d'Emmanuel Macron, a conduit une délégation de parlementaires et d'entrepreneurs français à Pékin, Canton et Shenzhen.

Le Monde Mémorable Découvrir

Le génie Chaplin Personnalités, événements historiques, société... Testez votre culture générale La fabrique de la loi Boostez votre mémoire en 10 minutes par jour Offrir Mémorable Un cadeau ludique, intelligent et utile chaque jour Cultu Appréciez le M

Partenaires

Codes promo avec Savings United, Formations de langues Avec Gymglish, Formation professionnelle Avec Top Formation

SERVICES LE MONDE, LE MONDE À L'INTERNATIONAL, SITES DU GROUPE, NEWSLETTERS DU MONDE, APPLICATIONS MOBILES, ABONNEMENT